

64^e anniversaire de la fin de la Deuxième guerre mondiale

Nous célébrons le 64^e anniversaire de la reddition de l'Allemagne nazie et de la victoire des armées alliées, survenues, en ce mois de mai 1945, après deux jours de négociations et après deux signatures, l'une à Reims le lundi 7 mai à 2 h 42, l'autre à Berlin le mercredi 9 mai à 0 h 45.

Après six ans d'une guerre totale, les pays du continent européen ressemblent à des plaies ouvertes. Leurs villes ont été détruites sous les bombardements. Leurs infrastructures et leurs unités de production sont à reconstruire. Leurs agricultures sont en ruine. Le système nazi a accouché d'une barbarie sans précédent avec la solution finale, avec les camps d'extermination, avec les charniers de l'opération Barberousse, avec la consécration du meurtre comme instrument politique. Les armées anglo-saxonnes venant de l'Ouest et les troupes soviétiques venant de l'Est se sont rejointes le 25 avril à Torgau sur l'Elbe. Hitler s'est suicidé le 30 et Berlin est tombée.

En ce début mai, les armes parlent encore, en quelques points, en quelques poches. Mais la paix est en marche et, avec elle, un nouveau dessin des territoires, comme décidé à Yalta trois mois plus tôt. Ce dessin d'une Europe nouvelle — partagée comme un tribut de guerre — vivra jusqu'en 1989, c'est-à-dire jusqu'à la chute du mur de Berlin, puis la réunification des deux Allemagne et l'effondrement du Bloc soviétique. C'est donc une guerre aux conséquences profondes et longues qui s'achève en ces premiers jours de mai 1945.

» Pour la France, tout a commencé, le 1^{er} septembre 1939, à 10 h 30, il y a soixante-dix ans cette année, avec l'annonce de la mobilisation générale. Ce jour-là, tous les maires reçoivent un télégramme, annonçant l'ordre de mobilisation. Il leur revient d'informer la population dont les hommes, dès le lendemain, doivent se tenir prêts à partir. A Villeurbanne, le document est affiché en 84 points, c'est-à-dire dans tous les quartiers.

Le 3 septembre, la France et l'Angleterre déclarent officiellement la guerre au Reich allemand qui vient d'envahir la Pologne. Cette guerre durera quelques mois. Le 22 juin 1940, l'armée allemande est victorieuse, la France capitule, le revers est cinglant. Le pays connaît le chaos, avec une armée en déroute, des soldats prisonniers, des civils sur les routes qui fuient la Wehrmacht et dont beaucoup mourront sur les routes pilonnées par l'ennemi.

Le 14 juin, les Allemands sont entrés dans un Paris déserté. Au cours de l'été, les actualités françaises, la télévision de l'époque au service du régime de Pétain, présentent des soldats ennemis servant la soupe populaire aux Parisiens qui reviennent après l'exode. Pour faire face à la pénurie et rationner les foyers, les cartes d'alimentation font leur apparition. La France est coupée en deux, entre le nord occupé et le sud libre, deux territoires séparés par la ligne de démarcation.

Le premier statut des Juifs est décidé en octobre 1940, c'est-à-dire un an après l'entrée en guerre. Les obsessions antisémites de l'Etat français iront en s'amplifiant, révélant des années sombres, de traque et de cache pour toute une partie de la population juive, d'abord d'origine étrangère, puis française. Il y aura tant de rafles, comme celle du Vel d'hiv à Paris ou celle des enfants de la colonie d'Izieu.

La France de Pétain trahit aussi les intellectuels allemands à qui elle a accordé l'asile quelques années auparavant. Hanna Arendt, Walter Benjamin, Max Ernst et tant d'autres écrivains, poètes, scientifiques : elle les internera dans les tristes camps des Milles, de Rivesaltes ou de Gurs notamment, où règnent la misère, l'insalubrité et la détresse. S'enchaîneront des pages noires dont l'occupation de la zone libre le 11 novembre 1942, d'autres plus lumineuses qui rendront à la France sa fierté, comme la création des très nombreux mouvements de Résistance.

Car partout, des femmes et des hommes se lèvent contre l'armée d'occupation et la collaboration. A Villeurbanne, quelques plaques et dénominations rappellent le passage, dans notre ville, de personnalités : »

» comme Berthy Albrecht, arrêtée à Mâcon en mai 1943 par la Gestapo, qui se suicidera à la prison de Fresnes après avoir été torturée ; comme Jean Moulin, arrêté un mois plus tard dans la maison du docteur Dugoujon à Caluire, torturé à Lyon et à Paris et qui mourra, sans avoir parlé, en juillet 1943, dans le train qui l’emmène à Berlin.

Les femmes et les hommes qui avaient vingt ans dans ces années-là en ont près de quatre-vingt-dix aujourd’hui. Les témoins directs nous quittent. Nous entrons dans une époque où ils seront de moins en moins nombreux. Il y a quelques jours, s’en allait l’académicien Maurice Druon, neveu de Joseph Kessel, avec qui il avait écrit le Chant des Partisans.

Avant-hier, la France rendait hommage à Serge Ravanel, compagnon de la Libération, qui a opéré dans notre Région pour Libération-sud puis dans le cadre des Mouvements unis de la Résistance, après avoir rejoint l’Ecole Polytechnique, repliée à Villeurbanne. A l’automne 1943, ce héros de la France combattante avait organisé l’évasion de Raymond Aubrac, détenu dans les prisons lyonnaises, depuis l’affaire de Caluire.

Au-delà des témoignages que ces hommes nous ont légués et qui ont servi à écrire l’histoire, l’engagement de ceux qui ont su relever cet incommensurable défi nous encourage à ne jamais baisser les bras. C’est important en ces périodes de grande tourmente économique et sociale.

Le résistant d’hier n’est pas seulement un combattant, il est aussi celui qui croit en un idéal. C’est une société de justice que dessine le programme du Conseil National de la Résistance. Alors oui, les menaces d’aujourd’hui ne sont pas celles d’hier. Mais l’incapacité des nations et des hommes à vivre en humanité avec eux-mêmes nous demande, non seulement d’être attentifs aux évolutions du monde, mais aussi et surtout d’agir pour en éviter les dérives.

C’est aussi le message que nous transmet cette cérémonie d’anniversaire, nous invitant à analyser en permanence notre société par le prisme des valeurs de la République, valeurs de liberté, d’égalité et de fraternité.